Ukraine, Russie, une histoire sans fin…

samedi 20 juin 2026, par Denis COLLIN

Nous sommes dans sa cinquième année de l'« opération spéciale » de la Russie en Ukraine. Poutine pensait régler son affaire à l'Ukraine en cinq semaines… Nous en sommes loin. Deux millions de victimes des deux côtés et sans doute quatre cent mille morts. Des régions dévastées et des millions de réfugiés : le calcul de Poutine déploie tous ses effets tragiques et personne ne voit comment on peut en sortir. Sur la Sociale, nous décrivions en 2022 Le bal des perdants - La Sociale. Perdant le peuple russe qui supporte les coûts de la guerre, même s'il se trouve des économistes chez nous pour chanter que « Tout va très bien ». Perdants les Ukrainiens dont le pays est vendu à l'encan aux puissances qui se disent les « tuteurs » du gouvernement de Kiev.

Il est nécessaire de mettre toutes les données sur la table, alors même que des deux côtés s'accumulent les mensonges. Il est clair que l'OTAN, la Grande-Bretagne et l'Allemagne en particulier ont joué un rôle des plus néfastes dans toute cette affaire. Poussés par Biden et suivis par l'ectoplasme qui tient de président de la France, digne successeur de ce « Flanby » qui se vantait avec Mme Merkel d'avoir fait capoter les accords de Minsk, les dirigeants de l'Ukraine, contre l'avis de leur population se sont lancés dans une guerre interminable contre la population russophone de leur pays. Je dis bien contre l'avis de leur population : en 2014, le coup de Maïdan fut une provocation et non un soulèvement populaire, une provocation visant à diviser encore plus la population ukrainienne, déjà divisée entre ceux qui se sentaient un peu russes et ceux qui ne voulaient plus entendre parler des Russes. Quand Zelensky est élu, il est élu, rappelons-le sur un programme de paix qu'il s'empresse de jeter à la poubelle quand il s'empare des rênes du pouvoir. Mais dans leur grande masse, les Ukrainiennes rejettent cette guerre : 6,3 millions sont réfugiés en Pologne, en Tchéquie, en Grande-Bretagne, en France ou en Italie, mais aussi au Canada ou en Israël. Mais c'est la Russie qui accueille le plus grand nombre de réfugiés ukrainiens. Pour compléter le tableau, de très nombreux Ukrainiens refusent de s'engager et désertent. Ce n'est pas que tous ces Ukrainiens adorent les Russes, mais ils ont été entraînés dans la mécanique d'une guerre dont ils ne voulaient pas et n'ont aucune confiance dans la capacité de leurs dirigeants à faire ce qu'il faut pour la défense du pays.

L'Ukraine est l'un des pays, sinon le pays le plus corrompu d'Europe. L'argent déversé par les pays de l'UE va dans le tonneau des Danaïdes. On le retrouve sous forme de villas et d'appartements d'un luxe extravagant, à Monte-Carlo ou ailleurs. Sur le « dark web » circulent maintenant des armes de guerre de fabrication française ou allemande… en provenance directe d'Ukraine. La commission de lutte contre la corruption (qui existe en Ukraine) a déjà mis en cause plusieurs hauts personnages de l'entourage proche de Zelensky. Il y a l'influence démesurée des héritiers de Stepan Bandera qui ne représentent que quelques pour cent sur le plan électoral, mais imposent leur propre drapeau et le culte de « héros » nazis de l'Ukraine et qui ont donné à Poutine le prétexte de la « dénazification » de l'Ukraine. Si on adopte un point de vue extérieur, les Ukrainiens apparaissent comme des gens peu recommandables et de surcroît manipulés par les puissances de l'OTAN. Tout cela est vrai, mais ce n'est qu'une partie de la vérité. Si on remonte à la révolution russe, le contentieux entre l'Ukraine et la Russie est installé depuis longtemps. Sans doute la Rus et la Russie qui apparaît plus tardivement sont-ils des peuples frères, mais trop souvent des frères ennemis. Une partie importante de l'Ukraine actuelle n'avait jamais été russe, mais polonaise (sous le royaume de Pologne-Lithuanie)

ou sous domination de l'empire austro-hongrois. Pendant la révolution, les troupes de Nestor Makhno s'étaient alliées avec les bolcheviks contre les « Blancs », mais leur récompense fut d'être éliminer par les bolcheviks. Après la défaite des Blancs, l'anarchisme communiste de Makhno ne rentrait plus dans les cadres d'une révolution qui devenait de plus en plus autoritaire et les bolcheviks se défirent de Makhno qui dut s'enfuir. Pendant la collectivisation et la « liquidation du koulak en tant que classe », qui entraîna de grandes famines dans toute l'URSS, l'Ukraine, grenier à blé de l'empire fut particulièrement éprouvée, ce qui explique pourquoi les Ukrainiens accueillirent souvent les nazis en libérateurs, une illusion qui ne dura pas longtemps, les nazis les considérant à l'instar de tous les autres slaves comme des « Untermenschen ». Comme en Pologne, il existait en Ukraine de vieilles traditions antisémites qui purent s'épanouir sous la direction des SS. Mais les Ukrainiens dans leur ensemble n'étaient pas des nazis, même si d'importantes organisations ukrainiennes portent une responsabilité écrasante dans le massacre des Juifs, comme à Babi-yar, et c'est en Ukraine que naquirent, peu après l'opération Barbarossa, les premiers groupes de partisans organisant d'eux-mêmes la lutte contre les nazis. Ce qui est grave, c'est qu'aujourd'hui Zelensky laisse les coudées franches aux néonazis du régiment Azov, ou organise un hommage national à un criminel de guerre nazi. Zelensky étant lui-même Juif et soutenu dans son ascension au pouvoir par un des oligarques les plus riches d'Ukraine, Ihor Kolomoisky, arrêté pour corruption et escroqueries, on peut penser qu'il agit avec un revolver sur la tempe.

L'Ukraine n'est pas une démocratie. Elle est seulement plus chaotique, moins tenue en main par son président que la Russie par Poutine. Les partis hostiles à la ligne antirusse ont été interdits et les opposants y sont embastillés tout comme en Russie. Les discours OTANistes sur la démocratie ukrainienne, qui partage « nos valeurs » sont de sinistres plaisanteries.

Pour autant, l'invasion de l'Ukraine par la Russie est une violation manifeste du droit et Poutine s'est lancé dans une aventure qu'il croyait brève pour maintenir l'Ukraine dans l'orbite russe. On peut penser d'ailleurs que les Américains, les Anglais et sans doute les Allemands, lui ont tendu un piège pour justifier, de leur côté, une politique radicalement antirusse, comme celle que prônait l'auteur du *Grand échiquier,* Zbigniew Brzezinski, cofondateur, avec Rockfeller, de la *Trilatérale* en 1973, conseiller à la sécurité nationale de Jimmy Carter, un militant obstiné contre toute détente avec l'URSS et partisan de la dislocation de la Russie. Officier du KGB du temps de l'URSS, Poutine a réussi son ascension grâce à Eltsine, qui n'était guère plus qu'une marionnette des Occidentaux à la fin de sa carrière. Parvenu au pouvoir, Poutine, qui avait tissé des relations étendues dans la caste dirigeante des anciens et nouveaux oligarques, se donne deux objectifs : son enrichissement personnel (il est à la tête d'une fortune colossale, estimée à 200 milliards d'euros) et la restauration de l'empire russe. Il déteste Lénine, défenseur du droit des nationalités, et admire Staline, ce « cuisinier géorgien » qui se comporta comme un « argousin grand-russe ». Il cherche dans un premier temps à se faire reconnaître par l'OTAN qu'il veut intégrer, mais ne reçoit que des rebuffades : l'OTAN, Américains en tête, ne veut pas de collaboration avec une Russie forte ; les capitalistes occidentaux regrettent le temps d'Eltsine où l'on pouvait piller la Russie sans vergogne.

Le tournant se situe en 2008 quand la Russie entre en guerre contre la Géorgie pour défendre les russophones d'Ossétie du sud, menacés par le gouvernement de Tbilissi. On se souviendra que c'est pour mater la Géorgie que Staline a fait ses premières armes… Jadis Hitler avait envahi la Tchécoslovaquie pour venir au secours des Allemands de Sudètes. Poutine va désormais utiliser le même stratagème : venir au secours des russophones pour faire rentrer au bercail les républiques de l'ex-URSS qui voudraient prendre le large. Poutine se sent les coudées franches parce qu'il jouit d'une incontestable popularité car on le crédite d'avoir rétabli l'ordre public et redressé l'économie, notamment en utilisant habilement les sanctions pour « russifier » l'industrie et faire de l'agriculture russe une agriculture exportatrice. Et comme il ne faut rien laisser au hasard, il a muselé la presse et embastillé ou fait assassiner ses opposants. Dans le même temps, la Russie a avancé ses pions en

Afrique, directement ou via l'armée privée « Wagner ». On peut caractériser la Russie de Poutine comme un pays impérialiste à régime autoritaire – mais non comme un « nouveau fascisme » ainsi que le prétendent les « trotskistes » du SU de la « Quatrième Internationale » (sic) dans leur revue *Inprecor.*

Faire de la Russie l'ennemi numéro 1 de tous les peuples est absurde et ne sert qu'à alimenter la machine guerrière, mais pour autant on ne peut prendre inconditionnellement la défense de la Russie comme jadis les staliniens prenaient envers et contre tous la défense de l'URSS. La Russie n'a pas plus droit d'envahir l'Ukraine pour en arracher les provinces russophones que l'OTAN n'avait le droit d'arracher le Kosovo à la Serbie ! Le droit de l'Ukraine est indiscutable, car personne ne peut s'arroger le droit de « corriger » un État dont la conduite lui déplaît tant que cet État ne menace pas la liberté des autres. Les droits de la Russie sur la Crimée semblent également légitimes, celle-ci ayant été donnée à l'Ukraine par Khrouchtchev (lui-même Ukrainien) pour la récompenser de sa résistance aux nazis. Mais nous avons aussi le droit de ne céder à toutes les exigences de Kiev et de nous protéger contre les importations de blé ukrainien, de poulets… ou de bébés fabriqués par GPA, c'est-à-dire de défendre nos propres intérêts nationaux, dès lors que nous menaçons personne.

Que faut-il faire ? À part rappeler les principes et exiger d'engager des négociations de paix, nous ne pouvons rien dire ni faire d'autre. Car, évidemment, une guerre entre les puissances de l'OTAN et la Russie signerait sans doute la fin de l'Europe et là il ne sera plus nécessaire de parler de droit international…

le 20 juin 2026